



**Intervention au 1er mai 2010
Cyclo-solidaire de Solidarité Mondiale,
du MOC et de la CSC.
Thierry Jacques, président du MOC**

Pour le milliard de gens qui vit avec moins d'un dollar par jour et par personne, cette crise que nous vivons aujourd'hui, si elle n'est pas une tempête dans un verre d'eau, n'est qu'un choc parmi beaucoup, beaucoup d'autres. Vivre dans la grande pauvreté, c'est avant tout vivre dans une vulnérabilité permanente. Etre chef de sa propre petite entreprise ou de sa ferme, chercher du travail tous les jours, être soumis aux aléas du climat, de la maladie, des conflits, des prix mondiaux et cela sans aucun filet de sécurité.

Nous l'avons vu tout récemment avec le tremblement de terre qui a dévasté Haïti. Le même désastre ne produit pas les mêmes effets à San Francisco et à Port-au-Prince. Il n'y a pas de catastrophes qui soient entièrement naturelles. Dans cet océan agité, la crise qui nous a mis à genoux semble, vue des pays en développement, une vague parmi d'autres.

C'est ainsi que s'exprimait l'économiste du développement Esther Duflo, récemment à Louvain-La-Neuve. Elle pointait ainsi l'inégalité organisée aujourd'hui à l'échelle de la planète: même face aux forces de la nature, mais aussi, pourrait-on ajouter, lorsque celles-ci sont perturbées par l'homme comme dans le cas du dérèglement climatique, les victimes sont les plus pauvres, les plus fragiles, les plus démunis.

Nous devons prendre conscience, et faire prendre conscience autour de nous, que c'est le modèle de développement que nous nous sommes laissés imposés depuis plusieurs décennies qui est la cause des inégalités et de la pauvreté dans le monde; notre croissance ne peut se maintenir à son rythme actuel qu'au prix d'une exploitation sans limite des ressources du sud: les matières premières, l'énergie, les denrées alimentaires, mais aussi le travail fourni quotidiennement par des centaines de millions d'hommes, de femmes, d'enfants, le plus souvent dans des conditions indignes, nuisibles pour leur santé, sans protection minimale, sans possibilité de défense syndicale, et pour un salaire de misère.

Voilà pourquoi l'exigence du travail décent, dans les pays du Sud comme chez nous, est inséparable d'une réflexion en profondeur sur les objectifs de notre existence, sur notre mode de vie, sur notre conception du bien-être. Car c'est notre modèle d'organisation économique, sociale, politique, qui est en jeu.

Savez-vous que la fortune de l'homme le plus riche du monde a été estimée en 2009 à 12 fois le budget public de la République Démocratique du Congo, qui compte 68

millions d'habitants ? Savez-vous qu'en un an, c'est-à-dire durant l'année 2009, le patrimoine cumulé du millier de milliardaires dans le monde a augmenté de 50 % ... ?

Comment croire qu'un système capable de produire de tels déséquilibres, de telles inégalités, soit susceptible d'aider la population du Congo et de bien d'autres pays africains, asiatiques, sud-américains, à sortir du désastre économique et de la pauvreté dans lesquels elle se trouve maintenue ?

La logique de marché qui conduit de plus en plus l'évolution du monde, et la crise du capitalisme financier est venu l'illustrer implacablement, nous mène tout droit à notre perte. Car c'est une logique mortifère, qui est basée sur deux mensonges idéologiques.

D'une part, la croyance à l'infinitude des choses, alors que nous le savons: nous vivons toutes et tous sur une planète qui est par nature limitée.

Et d'autre part, une imposture, qui consiste à faire croire que l'inégalité fait partie de la nature humaine, et qu'elle est donc le moteur de son développement.

Notre combat est donc celui-là: nous voulons construire une société dont l'égalité est au coeur du développement, et pour ce faire nous nous opposons à la marchandisation du monde.

En tant que mouvement de travailleuses et de travailleurs, c'est par la démocratie économique et sociale que nous voulons agir en priorité, en réclamant le travail décent, le respect des droits sociaux, la sécurité et la protection de la santé au travail, comme les conditions indispensables d'un développement humain harmonieux.

Et au nom du Mouvement Ouvrier Chrétien, c'est aussi par la démocratie politique que je vous encourage, chères amies et chers amis, à faire entendre cet appel pour plus d'égalité et moins de marché. Beaucoup de responsables politiques de ce pays sont désormais gagnés par la marchandisation de la fonction politique, s'écartent de la recherche du consensus et du bien commun, et renoncent à ce qui fait pourtant la noblesse de l'engagement politique, la défense des plus faibles.

Ces derniers jours encore, avec la CSC et la Mutualité Chrétienne, nous leur avons adressé un appel à la raison. Mais le bon sens ne l'a pas emporté, alors qu'il y a urgence à relever les défis socio-économiques et environnementaux, et que le pays devrait jouer un rôle important à cet égard en présidant l'Union Européenne à partir du 1er juillet.

Nous irons dès lors voter au mois de juin prochain; choisissons bien, chères amies, chers amis, celles et ceux qui, comme nous, veulent changer la société, en plaçant l'égalité au coeur du développement humain, ici et partout sur la planète.

Thierry Jacques